

CRIMINAL

JUSTICE

...IT AU

SILENCE

Les raves font peur en Grande Bretagne. Les conservateurs font aujourd'hui la guerre aux "Sound System", après que Margaret Thatcher ait involontairement encouragé leur prolifération. C'est la fameuse politique ultra libérale du "Do It Yourself". Autrement dit, "Vous voulez danser après 3 heures du matin alors faites le vous même." De fait en contrefaits la Criminal Justice sonnera t-elle le glas des grands rassemblements technoïdes ?

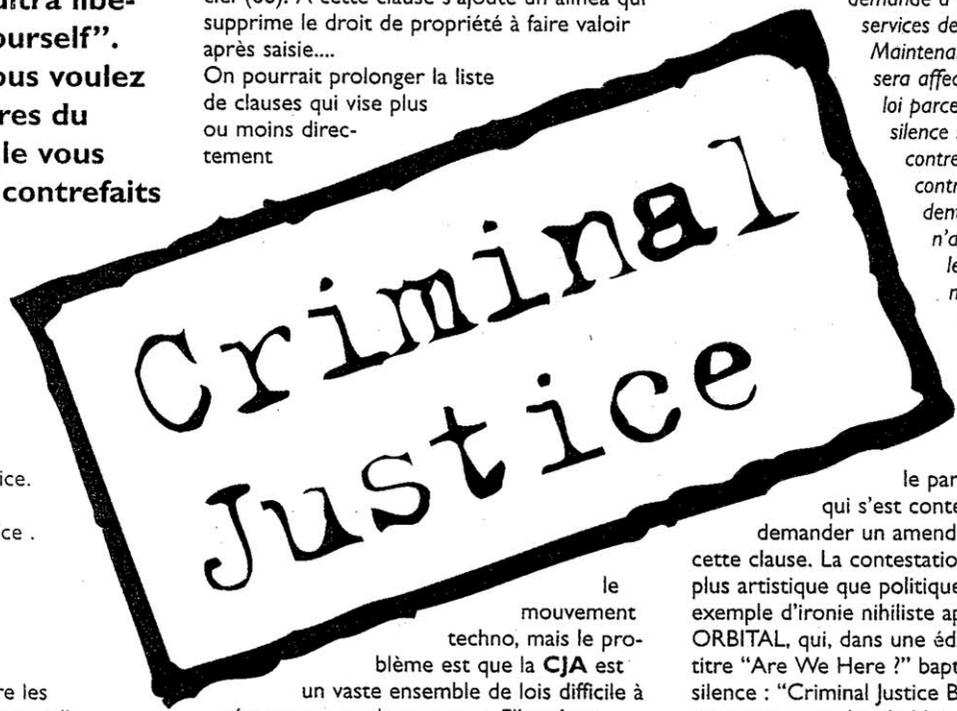
rassemblements "illégaux" et à ceux qui s'y rendent. La Clause 65 de la CJA autorise les représentants de l'ordre à stopper toute personne susceptible de se rendre à une rave. Si dans un périmètre de 8 km, cette même personne est surprise sur le chemin de la fête prohibée, elle sera arrêtée sans autre forme d'avertissement. Pour les organisateurs, la sentence est sans appel : arrestation et saisie de matériel à la clef (66). A cette clause s'ajoute un alinéa qui supprime le droit de propriété à faire valoir après saisie.... On pourrait prolonger la liste de clauses qui vise plus ou moins directement

avec la Criminal Justice Act, tu as toujours le droit au silence mais si tu garde ce droit, il peut être utilisé contre toi devant le tribunal. Ca veut dire que ce droit n'existe plus puisqu'il se retourne contre toi. Admettons qu'une personne soit en voiture, et que quelqu'un se projette sous ses roues. Le conducteur peut être en état de choc et ne pas être en mesure de répondre aux questions des flics. Il utilise

donc son droit au silence et demande à attendre les services de son avocat. Maintenant c'est lui qui sera affecté par cette loi parce que son silence sera retourné contre lui. Par contre il est évident que cela n'affectera pas les vrais criminels."

Cette violation de la liberté individuelle le fit à peine réagir le parti travailliste

qui s'est contenté de demander un amendement sur cette clause. La contestation est devenue plus artistique que politique. Le plus bel exemple d'ironie nihiliste appartenant à ORBITAL, qui, dans une édition CD de leur titre "Are We Here ?" baptisait 4 minutes de silence : "Criminal Justice Bill". Deux cent quarante secondes de blanc digital qui en disent long sur l'état d'esprit des communautés menacées par la CJA.



"Justice, Justice. Criminal Justice. This justice is criminal. Justice, Justice. Criminal Justice. Your Justice is criminal!"

(1995)

besoin de traduire les paroles de cette ritournelle jungle signé D*NOTE. Le single fut un succès, malgré le boycott des radios d'Etat. La Criminal Justice Bill, quant à elle, est adoptée, le 3 novembre 1994 par le parlement britannique et devient par la même Criminal Justice Act, au beau milieu de vives et vaines protestations. Au coeur de la polémique : les raves et les travellers (Néo-nomades de l'Angleterre conservatrice) Le fait de faire sonner ses amplis un peu trop fort au soir d'un anniversaire devient sévèrement répréhensible. Concrètement, les policiers britanniques font la chasse aux

le mouvement techno, mais le problème est que la CJA est un vaste ensemble de lois difficile à résumer en quelques pages. Elles s'attaquent, entre autre, à la délinquance juvénile, au piratage vidéo, à la diffusion de revues et objets pornographiques, aux libérations sous caution. Elle contient des mesures qui touchent aussi les squatters, travellers et autres eco-warriors et leurs manifestations qui ont longtemps alimenté les choux gras de la presse britannique. On aurait donc tort de limiter le champ de la CJA aux seuls rassemblements de groupe, même si ceux-ci en sont la cible principale. La liberté individuelle est elle même implicitement menacée par la remise en cause du "droit au silence". Il s'agit là de la célèbre phrase exhortée par les policiers en pleine action: " Vous pouvez gardez le silence, toute parole prononcée pourra être utilisée contre vous." Mister C , alias Richard West des Shamen, confiait son indignation sur ce point dans Cod@ N°12 : "Lorsqu'on est arrêté par la police, on a le droit au silence. Maintenant

